

Tournant conservateur et impasses des gouvernements « progressistes » en Amérique latine

mardi 21 mai 2019, par Franck Gaudichaud

Le sous-continent latino-américain est indéniablement entré dans une nouvelle période politique depuis quelques années, notamment depuis la mort d'Hugo Chávez en mars 2013 (et sa substitution par Nicolás Maduro) ; la défaite du kirchnérisme à l'élection présidentielle en Argentine, en novembre 2015 ; un mois plus tard, la large victoire de l'opposition au Venezuela lors des législatives, puis le coup d'État institutionnel contre la présidente Dilma Rousseff au Brésil, en août 2016, suivi par la déroute de son Parti des travailleurs (PT) aux municipales d'octobre de la même année ; la défaite d'Evo Morales au référendum pour sa possible réélection en Bolivie (février 2016). [1]

1. Reflux, replis et nouvelle période

Certains auteurs après avoir décrit un « tournant à gauche » (*pink tide*) dans les années 2000 en viennent même désormais à évoquer un « tournant conservateur » des Amériques, dans le sillage du président Trump aux États-Unis. Il serait néanmoins plus précis de décrire une nette inflexion socio-politique, mais aux contours hétérogènes et très différenciée suivant les contextes nationaux. Celle-ci a été confirmée par l'ampleur de la crise sans fin du processus bolivarien au Venezuela, l'élection de l'ex-militaire d'extrême droite Jair Bolsonaro au Brésil (octobre 2018) ou encore, auparavant, la victoire de l'entrepreneur multimillionnaire Sebastián Piñera au Chili (mars 2018). Ce scénario électoral régressif traduit une nette dégradation des rapports de force sociaux dans toute la région au profit des classes dominantes, des autoritarismes de tous bords et l'essoufflement – voire la décomposition – (selon les pays) des stratégies « progressistes » de gouvernement, nationalistes radicales ou « populistes de gauche », tout comme plus largement l'impasse des orientations néodéveloppementistes du cycle précédent (1999-2013). Ces dernières avaient promis aux classes populaires de sortir de l'impasse néolibérale, tout en luttant contre les inégalités sociales et en démocratisant les systèmes politiques. Le bilan aujourd'hui est plus que mitigé...

Ces revers et ce reflux plongent, en partie, leurs racines dans le modèle économique rentier et extractiviste des divers progressismes et « gauches de gouvernement » des dernières décennies, profondément impacté par la conjoncture récessive du capitalisme mondial et coupant sous le pied des exécutifs la rente dont ils disposaient pour financer leurs politiques sociales (essentiellement assistancielles) durant la période du « boom » du prix des matières premières [2]. Impact d'autant plus grand

en l'absence d'une transformation de fond des relations sociales de production et de distribution, et alors que le pouvoir économique, culturel et médiatique des oligarchies a été laissé largement intact : il s'est même, sous plusieurs aspects, renforcé, notamment dans le secteur financier et agro-extractif. Le grand capital et certains secteurs des bourgeoisies en particulier ont su tirer parti de « l'âge d'or » progressiste. Ainsi, en Équateur, en 2006, avec un PIB de 46,8 milliards de dollars, les 300 entreprises les plus grandes du pays concentrent 43,6 % du PIB ; en 2012, ces dernières pèsent désormais 46,4 % du PIB, alors que la richesse nationale a quasiment été multipliée par deux entre temps, confirmant à quel point les dominants ont su profiter largement de la gestion néodéveloppementiste ! [3] On pourrait montrer peu ou prou les mêmes chiffres dans la plupart des pays concernés. Le moment de reflux ou de fin du cycle post-néolibéral vient, en fait, mettre à jour à quel point nombre de ces forces politiques plutôt que de se préoccuper de la mise en place de stratégies postcapitalistes ont organisé – sous des répertoires divers – une cohabitation, plus ou moins conflictuelle, avec le grand capital et les fractions les plus dynamiques du patronat, tout en impulsant une redéfinition des politiques publiques et un retour du rôle régulateur de l'État, favorisant une démocratisation effective de la consommation populaire, des indicateurs de pauvreté, tout comme des services sociaux de base et un boom du marché interne.

Cette proximité ou ce « pacte » avec une ou plusieurs fractions des dominants a connu, certes, au fil des ans, des aléas et des différences évidentes suivant les exécutifs concernés. Mais on peut constater un phénomène commun : une séparation toujours plus grande du ou des partis présidentiels du reste de la société, dans un processus classique d'*oligopolisation* étudié en son temps par Robert Michels à propos de la social-démocratie européenne [4], et la naissance d'une technobureaucratie

toujours plus assimilée aux divers cercles du pouvoir économique et des élites au sens large. Ceci combiné avec un « hyperprésidentialisme » et une forte prégnance tribunitienne des leaders dont la présence charismatique surdétermine nombre de décisions et orientations nationales. Depuis 2005-2007, un commentaire militant assez usuel était de dire que si les gauches et les progressistes latino-américains ont gagné le gouvernement (par les urnes), ils n'avaient pas encore gagné le pouvoir, toujours dans les mains des capitalistes, des principaux groupes médiatiques, des grands propriétaires agraires, des Églises, etc. On parlait aussi, peut-être avec l'espoir de lendemains qui chantent, de « gouvernements en dispute » qui restaient à conquérir, traversés de tendances authentiquement de rupture et/ou démocratisation post-néolibérale et de courants opportunistes ou réformistes et corruptibles [5]. Pourtant, les temps changent et les processus se cristallisent avec le temps : il apparaît qu'à force d'être à la tête de l'appareil d'État (même réformé par de nouvelles constitutions) et d'envisager tous les problèmes du pays au travers du prisme de celui-ci, c'est le pouvoir qui a gangréné largement les actions, politiques publiques et visions du monde des dirigeants, qu'ils soient issus des gauches « historiques » et parlementaires (au Brésil, Uruguay et Chili) ou de nouvelles forces nationales-populaires et plébéiennes, pour partie issues des grandes mobilisations collectives des années 1990-2000 (comme en Bolivie, Équateur et au Venezuela).

On voit ainsi des machines électorales comme le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela, créé en 2007) devenir d'immenses appareils bureaucratiques, dotés de plusieurs millions d'adhérents, mais gouvernés par une poignée de ministres et proches du président, sans aucune démocratie ou débats internes, nommant par « en haut » les candidats locaux aux élections et écartant tout dissident issu du chavisme critique. Cette nouvelle oligarchie produit de manière *sui-generis* une caste, parfois en conflit avec d'autres secteurs « historiques » de la bourgeoisie. Au Venezuela, cette dérive était déjà dénoncée par Hugo Chávez lui-même, bien qu'il en soit coresponsable comme principal dirigeant bonapartiste, lors de ses autocritiques publiques, particulièrement suite à son texte *El golpe de timón* d'octobre 2012 où le *Comandante* préconisait l'approfondissement de la « révolution bolivarienne » autour de l'État communal et dénonçait l'ampleur de la corruption. Cette « bolibourgeoisie » (« lumpenbourgeoisie » pour d'autres) a commencé à profiter du contrôle de la rente pétrolière et des multiples activités annexes autour de l'économie des hydrocarbures et de la sidérurgie, y compris par le biais du contrôle des devises étrangères à partir de 2003. Des analystes marxistes comme Manuel Sutherland ou Michael Roberts, l'ancien ministre de l'industrie Víctor Alvarez (et bien d'autres) ont montré à maintes reprises comment ce sont plusieurs centaines de millions de dollars qui sont « captés » et privatisés par une minorité bureaucratique-militaire, mais aussi par ses alliés, soit les nouveaux entrepreneurs boliviens et des cadres des forces armées et de haute fonction d'État. Ce phénomène régressif est de plus adossé à une gigantesque fuite de capital, évaluée par l'ancien ministre de planification et des finances de

Chávez Jorge Giordani, à plus de 300 milliards de dollars depuis 2003 (soit l'équivalent d'une année de PIB du pays !), bénéficiant directement à un patronat choisissant un enrichissement facile basé sur la surévaluation du bolivar, la possibilité de frauder le contrôle des changes et le système de transaction de titres en monnaies étrangères (Sitme) à une échelle industrielle [6]. Les multiples affaires de corruption qui y sont liées se sont accentuées sous Maduro, alors que la dette externe explose, que le prix du pétrole plonge et que l'opposition de la Table de l'Unité démocratique (MUD) cherche à déstabiliser violemment l'exécutif, avec le soutien actif de Donald Trump [7].

2. Bureaucratization, corruption et offensive conservatrice

De nouvelles castes au pouvoir sont décrites pour d'autres pays également. Huascar Salazar Lohman montre ainsi la reconstitution d'un capitalisme d'État et de nouvelles formes de domination au travers du MAS en Bolivie, contre les forces communautaires anti-néolibérales [8]. Une nouvelle élite qui favorise le surgissement parallèle de bourgeoisies commerçantes indigènes (aymara notamment) ou d'un petit patronat coopérativiste minier, ce dernier allant jusqu'à mordre la main de celui qu'ils avaient porté au pouvoir : lors d'émeutes en août 2016 contre des mesures de régulation du secteur proposées par l'exécutif, les mineurs battent à mort le vice-ministre de l'Intérieur Rodolfo Illanes, suite à l'assassinat par la police de deux manifestants... En ce qui concerne le Nicaragua de Daniel Ortega, le constat semble même plus cruel : on assiste à l'installation progressive d'une véritable « mafia » au pouvoir, sous la coupe du couple présidentiel, qui contrôle plusieurs conglomerats entrepreneuriaux, presque la moitié des médias et ayant la mainmise sur les trois pouvoirs de l'État. L'« orteguisme » se dit désormais « ni de droite, ni de gauche » ; favorable à une « alliance corporatiste gouvernement-patronat-syndicats », au traité de libre-échange avec les États-Unis et à des alliances improbables avec l'Église conservatrice et d'anciens contre-révolutionnaires (dont Eden Pastora) [9]. En avril-mai 2018, la répression des mobilisations et émeutes opposées à la contre-réforme d'un système de sécurité sociale au bord de la banqueroute se solde par plus de 135 morts, et les organismes de défense des droits humains parlent désormais de plus de 550 victimes, la plupart du fait des forces de police ou des groupes paramilitaires de la jeunesse sandiniste. Cette massivité de la violence politique est inédite depuis... la dictature des Somoza. Les partisans du régime invoquent alors la main noire des États-Unis et une « Révolution de couleur » pour expliquer une déstabilisation en cours, niant l'ampleur de l'autoritarisme répressif effectivement au pouvoir.

C'est peut-être au Brésil que l'on peut décrire la version la plus stabilisée et institutionnelle d'une fusion entre des cadres liés au Parti des travailleurs, à la CUT (principale centrale syndicale) et le champ de la finance. Dans ce cas, le PT au pouvoir n'a pas seulement intégré des dizaines de milliers de cadres à des

fonctions politiques du centre de l'appareil étatique [10] : ce parti de syndicalistes reçoit également des millions de dollars de grands groupes capitalistes pour financer ses campagnes. En 2010, il est le premier de la liste (avec 15 millions de dollars) en ce qui concerne les dons de la part des entreprises de la construction, dont des « multilatinas » comme OAS ou Odebrecht. Ces mêmes entreprises sont celles qui sont au cœur d'immenses scandales de corruption en lien avec l'entreprise géante semi-publique Petrobras, et ce non seulement au Brésil, mais dans toute l'Amérique latine... Des scandales qui vont éclabousser le PT à plusieurs niveaux, notamment dans le cadre de l'enquête tentaculaire « Lavage-Express », habilement instrumentalisée par la droite (bien que ses dirigeants soient encore plus profondément impliqués dans cette corruption de masse que ne l'a été le PT jusque-là) [11]. Le PT et son allié principal, la CUT, c'est aussi la constitution depuis plus de 20 ans d'une véritable caste syndicale qui co-administre avec le patronat les fonds de pensions (étatiques et privés) de tout le pays, soit parmi les plus importantes entités financières de l'Amérique latine, brassant plusieurs dizaines de milliards de dollars annuels et présentés par le PT comme un excellent outil de « complément » des maigres retraites des travailleurs [12]. Et l'une des conséquences constatées, au fur et à mesure de cet élargissement de l'élite au pouvoir, est le renforcement d'une structure syndicale toujours plus dépendante des prébendes de l'État. On peut même parler d'un modèle « PT-CUTiste » d'intégration et de démobilitation-dépolitisation des travailleurs [13]. Un ancien conseiller de premier ordre de Lula tel qu'André Singer décrit ainsi, avec une certaine acidité, un « pacte conservateur » qui rappelle la période populiste de Getulio Vargas : soit un projet axé autour de la personnalisation du pouvoir, la conciliation de classes, le nationalisme et l'intégration des couches populaires, via l'accès à la consommation de masse, au marché brésilien. Un projet qui multiplie les alliances avec la droite et penche, de plus en plus, vers le conservatisme suite à l'élection de Dilma Rousseff, qui gouverne avec les adversaires d'hier, à savoir le centre-droit (PMDB - Partido do Movimento Democrático Brasileiro), les notables locaux, des représentants du sectaire bancaire et sur la base d'un projet austéritaire afin d'affronter la crise économique.

À une tout autre échelle, dans un petit pays comme l'Uruguay, le Front large (*Frente amplio*) est également devenu soutien enthousiaste de l'investissement privé et du FMI, du libre-échange et ennemi de la réforme agraire, reléguant le problème de la pauvreté à un « problème personnel » et partisan d'un État punitif renforcé : « Pepe » Mujica apparaît alors comme l'incarnation joviale d'une pensée humaniste critique au niveau mondial, tout en offrant à la bourgeoisie de son pays ce qu'elle n'avait jamais osé rêver [14]... À ce propos, on pourrait aussi donner l'exemple du deuxième mandat de Michèle Bachelet au Chili. Après l'immense explosion sociale de 2011 en faveur d'une éducation « gratuite, publique et de qualité » et en lutte contre l'héritage maudit des « Chicago boys » de Pinochet, la dirigeante socialiste a commencé par intégrer à son programme de campagne des promesses de gratuité de l'éducation, de réforme

constitutionnelle et de réforme fiscale notamment. Pourtant, si on tire le bilan de ce gouvernement, on voit à quel point la « Nouvelle majorité » de Bachelet aura été un *transformisme social-libéral*... Ainsi, les fissures importantes du néolibéralisme chilien, qui s'élargissent régulièrement depuis quelques années, ont été une nouvelle fois « colmatées » par le progressisme et ses alliés : une élite politique profondément mariée et fusionnée avec l'oligarchie entrepreneuriale, médiatique et financière du pays [15]. Et c'est aussi cela qui explique le taux d'abstention record (dépassant les 50 % de l'électorat) lors des élections nationales, l'émergence d'une force à gauche portée par la nouvelle génération (avec le Front large) et la nouvelle victoire présidentielle de la droite avec Sebastián Piñera.

3. L'importance de la situation brésilienne

Le post-néolibéralisme apparaît ainsi souvent en continuité avec des logiques héritées de la période antérieure, les coûts politiques d'un changement net de trajectoire étant supposément trop élevés ou difficiles à atteindre, ce sont les sentiers du productivisme, de la dette externe, de la dérégulation financière et des changements par en haut « dans la mesure du possible » qui reviennent au galop [16]. Certes, pour expliquer les reculs, les contradictions, les tensions, les dirigeants et intellectuels organiques ont aussi souligné les immenses obstacles à surmonter pour des économies dépendantes, les poids des inerties économiques, culturelles et institutionnelles, les « tensions créatives » (García Linera) à dompter [17], la puissance de l'offensive impérialiste, voire – selon les mots de Rafael Correa – la « tempête parfaite » à affronter, qui dans le cas de l'Équateur combine les facteurs externes très puissants de la crise mondiale, les fragilités d'une économie toujours dollarisée, la chute des prix des hydrocarbures avec le violent séisme d'avril 2016. Il n'empêche que les manœuvres de l'ogre impérialiste ou les aléas de l'économie mondiale ne peuvent occulter que le reflux de l'hégémonie progressiste et les avancées rapides des droites se nourrissent des reculs, contradictions, abandons et métamorphoses conservatrices des gauches de gouvernement. Un débat nécessaire et souvent escamoté au sein du champ militant se réclamant du « populisme de gauche » ou d'un anti-impérialisme « campiste » intolérant et dogmatique [18].

Nous ne détaillerons pas ici l'histoire du coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff au Brésil, la victoire de la « nouvelle droite » *new-look* de Macri à l'élection présidentielle argentine ou encore la croissance électorale bien réelle de la MUD dans des quartiers populaires historiques du chavisme à Caracas. Il est certain que cette offensive prétend utiliser tous les espaces laissés ou abandonnés par les progressismes pour reconquérir, violemment et/ou électoralement, la tête de l'État. Non pas que les classes dominantes aient été vraiment maltraitées dans leurs intérêts fondamentaux durant l'âge d'or progressiste, c'est même plutôt le contraire. Cela importe peu : l'oligarchie latino-américaine a toujours pensé que l'expérience

nationale-populaire ou de centre-gauche ne saurait être qu'une parenthèse, la plus courte possible, car elle considère que l'État républicain est *siên*, une créature à son service et sous son contrôle exclusif, que cela soit sous ses formes autoritaire ou démocratique-libérale. Ainsi, l'arrivée aux « affaires » de divers leaders charismatiques, d'anciens syndicalistes, femmes progressistes ou présidents indigènes et de leurs adeptes a été vécue comme une hérésie, une offense qui devait être, coûte que coûte, remise en cause. À la faveur du retournement de conjoncture économique, cette « fin de cycle » est ainsi celle de coups d'État institutionnels, appuyés plus ou moins directement par Washington, tout d'abord dans des maillons faibles du progressisme : contre le libéral Zelaya au Honduras en 2009, contre Lugo au Paraguay en 2012, puis une fois ces victoires consommées dans un pays central de la géopolitique mondiale, le Brésil. Comme le note Michael Löwy, cet attentat contre la démocratie brésilienne qu'a représentée la destitution de Rousseff est profondément réactionnaire, comme surgit du passé le plus sombre et dictatorial du pays :

« une affaire tragi-comique, où l'on voit une clique de parlementaires réactionnaires et notoirement corrompus, renverser une présidente démocratiquement élue par 54 millions de Brésiliens, au nom d' 'irrégularités comptables'. La principale composante de cette alliance de partis de droite est le bloc parlementaire (non partisan) connu comme 'les trois B' : 'Balle' - députés liés à la Police Militaire, aux Escadrons de la mort et autres milices privées - 'Bœuf' - les grands propriétaires fonciers éleveurs de bétail - et 'Bible' : les néo-pentecôtistes intégristes, homophobes et misogynes. Parmi les partisans les plus enthousiastes de la destitution de Dilma se distingue le député Jairo Bolsonaro, qui a dédié son vote aux officiers de la dictature militaire et nommé au Colonel Unstra, tortionnaire notoire. Parmi les victimes de Ustra, Dilma Rousseff... » [19].

La judiciarisation de la politique, avec à sa tête le juge Moro, pour faire barrage à une nouvelle candidature du toujours très populaire Lula, en 2018, s'inscrit dans ce sillage. Mais là encore, il semble que les alliances contre nature et aussi les choix austéritaires du PT de la dernière période se sont retournés contre lui : Michel Temer le président par intérim qui a justifié le coup d'État parlementaire contre Dilma, puis accepté l'emprisonnement frauduleux de Lula, n'était pas moins que l'ex-vice-président de Dilma... L'élection de Jair Bolsonaro consacre l'extrême droitisation du pouvoir au Brésil et ouvre une dangereuse boîte de Pandore aux accents fascisants, qui menace directement tous les espaces démocratiques, les mouvements sociaux, les populations afro, LGTB, les sans-terre, les indigènes et l'ensemble du corps social, de manière inédite depuis la fin de la dictature. Ce qui se passe au Brésil a, de plus, des conséquences sur l'ensemble de la région, notamment en mettant à mal toutes les tentatives d'intégration régionale sans avoir à dépendre de la tutelle états-unienne [20].

4. Crise bolivarienne et dérives autoritaires

Au Venezuela, les déclarations guerrières et impérialistes de l'administration Trump n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. Alors que la crise économique s'approfondissait, depuis 2014, les secteurs « durs » de l'opposition, avec le soutien ouvert de la CIA ont déclenché une vague de violence destinée à renverser Maduro, avec à la tête de ces « *guarimbas* » (barricades et barrages) des dirigeants « durs » comme Leopoldo López ou Antonio Ledezma. Une stratégie de la « Salida » (la sortie) et du coup de force ayant abouti à la mort de 43 personnes et plus de 800 blessés, et qui vient à nouveau rappeler la responsabilité de cette droite radicale vénézuélienne dans la tentative de coup d'État de 2002. Une violence de rue qui a repris de plus belle en 2017 et alimenté un durcissement du pouvoir en place, de manifestations en contre-manifestations, de répression d'État en actions de groupes de choc d'extrême droite, de parades armées de divers « collectifs » motorisés chavistes en appels à l'intervention militaire immédiate des États-Unis par différents acteurs de choix de la droite mondiale ou *Yankee* (notamment autour du « groupe de Lima »). Le dernier épisode en date de la crise est, en janvier 2019, l'auto-proclamation comme « Président légitime », puis les appels au coup d'État de Juan Guaidó, jeune dirigeant néolibéral du parti *Volonté populaire*, président de l'Assemblée nationale, activement soutenu par Trump, les pays latino-américains du Groupe de Lima et plusieurs diplomaties européennes. Les sanctions économiques et le blocus décidés par Washington depuis 2017 enfonce un peu plus le pays vers l'effondrement, l'asphyxie et la destruction de ses services publics : comme le soulignaient dans une étude récente deux économistes états-uniens, Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs, cet embargo affecte surtout les conditions de vie déjà très difficiles des Vénézuéliens ordinaires : « *les sanctions américaines sont délibérément conçues pour détruire l'économie du Venezuela* », causant par là même des milliers de morts dans le système de santé du pays par manque de médicaments et de nourriture [21]. Soulignons, d'autre part, que ce sont désormais plus de trois millions de personnes qui ont fui le pays, dont plus de 800 000 vers la Colombie voisine, un exil avant tout économique où l'on trouve avant tout des Vénézuéliens issus des classes pauvres et moyennes.

La situation critique vénézuélienne combine des tentatives permanentes de déstabilisations impériales, une opposition qui s'est montrée incapable de comprendre l'émergence plébéienne du chavisme avec une fuite en avant autoritaire du gouvernement et une gestion bureaucratique-militaire calamiteuse. Les problèmes de corruption, le bonapartisme et l'absence de diversification productive dans un contexte de décomposition économique presque totale, au moment où la pénurie de masse, l'inflation à quatre chiffres et la crise du système de santé explosent, font que les avancées sociales de l'ère Chávez sont désormais un souvenir lointain. Depuis 2015, les trois quarts de la population vivent dans la pauvreté.

« On constate que la politique économique bolivarienne n'a rien à voir avec un changement révolutionnaire anticapitaliste, ni avec une métamorphose des relations sociales de production [...] ». Même si le gouvernement bolivarien a augmenté les dépenses sociales, a nationalisé des entreprises, a développé des politiques de transfert direct aux plus pauvres et a subsidié des services publics, l'orientation principale de sa politique économique n'a été rien de plus que la poursuite de l'appropriation parasitaire de la rente pétrolière » [22].

Le processus qui incarnait l'espoir du « socialisme du XXI^e siècle » aux yeux de millions de latino-américain ou, du moins, la dignité de la souveraineté populaire face aux ingérences répétées de l'Oncle Sam est un échec. Et cette débâcle constitue effectivement un revers majeur pour les gauches et toute perspective post-néolibérale [23].

Comme le souligne le sociologue critique Edgardo Lander, sans nier l'ampleur de l'agression impérialiste, mettre sous le tapis la tendance régressive accélérée du chavisme et la décomposition du processus est le plus court chemin à un renoncement délibéré à toute pensée critique et émancipatrice en Amérique latine. Surtout dans un moment où l'Assemblée constituante est utilisée comme un avatar de l'exécutif, destiné à neutraliser l'Assemblée nationale et toute dissidence populaire. Ce alors que, depuis février 2016, le président Maduro gouverne grâce à un État d'exception autoritaire, en violant expressément les conditions fixées dans la Constitution de 1999 [24].

La fin de cycle ou le reflux n'a pourtant pas toujours pris la tournure aussi radicale ou définitive que celles vécues au Brésil ou au Venezuela. Dans plusieurs pays, on assiste plutôt à une résilience progressiste, voire à une stabilisation social-libérale « modérée » comme en Uruguay. Dans d'autres nations, on constate plutôt un progressisme « continué », mais sous un mode « dégradé », puis clairement néolibéral. Ainsi, en Équateur, la victoire du successeur de Rafael Correa, Lenín Moreno débouche sur une guerre des chefs au sein d'Alliance Pays (le mouvement présidentiel). Selon le sociologue Franklin Ramirez, Moreno chercherait à « décorrreiser » la politique nationale dans une perspective de normalisation et « pacification post-populiste », qui confirmerait surtout l'épuisement de la rhétorique antérieure [25]. Néanmoins, l'agenda de Moreno semble désormais fixé par un tournant pro-marché, dicté par les élites entrepreneuriales (de Guayaquil en particulier) et incarné par une équipe de ministres bien plus dévots du libre-échange qu'admirateurs de Marx... [26]. En Bolivie, Evo Morales après avoir perdu le référendum de 2016 sur une possible réélection ne s'embarrasse guère plus des apparences et a obtenu l'accord du tribunal constitutionnel, pour se représenter malgré tout à un quatrième mandat....

Dans toute la région, à l'image de ce qui se passe au plan mondial, l'État autoritaire se renforce, et même se normalise et se constitutionalise. Par ailleurs, il est évident que le retour des droites confirme le maintien de la grande influence politique de celles-ci : au-delà de la « parenthèse » progressiste, elles conservent une grande influence politico-médiatique et même,

dans plusieurs pays, le pouvoir d'occuper la rue par des manifestations de masse, au nom de la lutte contre la corruption. Cette reconquête est aussi celles des Églises conservatrices, évangélistes notamment, désormais capables de conquérir des gouvernements locaux ou de faire ou défaire des gouvernements nationaux, dont Bolsonaro est le cas extrême. Ces mouvements religieux deviennent même dans plusieurs territoires les seules et uniques « organisations de masses » insérées dans la société civile, et leurs courants les plus réactionnaires sont des adversaires acharnés de toute visée émancipatrice à moyen ou long terme [27]. Le « tournant à droite » est aussi celui du retour d'un néolibéralisme « de combat », décomplexé, mais aussi de son visage répressif : l'assassinat, en mars 2018, de la militante brésilienne afro-lesbo-féministe Marielle Franco a symbolisé cette violence qui frappe des milliers de militant.e.s. Ceci alors que des pays comme le Mexique et la Colombie s'enfoncent toujours plus dans la barbarie et comptent tous les ans des milliers de morts parmi les leaders sociaux, syndicalistes ou les habitant.e.s des quartiers populaires. La récente élection du candidat de centre-gauche Manuel Lopez Obrador au Mexique, à contre-courant de l'inflexion qui a lieu en Amérique du Sud, n'a pour l'instant pas freiné cette tendance. Et si les annonces d'une « grande transformation » démocratique et sociale a pu soulever l'enthousiasme, les ambiguïtés de son programme pourront, semble-t-il, difficilement répondre à l'ensemble des défis qui affectent ce grand pays voisin des États-Unis. C'est en tout cas l'opinion du mouvement zapatiste et d'une partie de la gauche radicale mexicaine.

5. Regain des luttes et pistes alternatives

Le mécontentement populaire ou la déception croissante face aux progressismes se traduit aussi par un regain des luttes et une certaine réactivation des répertoires de mobilisation, et parfois par l'apparition même de nouvelles générations d'activistes, nées à la fin des années 1990. Les exemples sont multiples, les acteurs en jeu aussi : paysans, jeunesse urbaine, syndicalistes étudiants et travailleurs, femmes, indigènes, etc. On retrouve cette pluralité plébéienne mobilisée des années 1990. On pourrait citer la revitalisation croissante du syndicalisme au Chili, et même sa politisation, malgré des conditions de précarisation extrêmes. Il faut mentionner également la force retrouvée du mouvement féministe, radical et dynamique, populaire et massif, clairement internationaliste, avec notamment « *Ni una menos* » (pas une de moins) : un mouvement que s'initie en Argentine (en 2015) contre les féminicides, le patriarcat et la violence faite aux femmes, en réunissant des centaines de milliers de manifestant.e.s. Et qui, depuis, s'est étendu à toute l'Amérique latine et bien au-delà. La « marée féministe » de mai-juin 2018 au Chili, avec occupation de plus de 20 universités et plusieurs semaines de mobilisation de la jeunesse contre les violences de genre, puis la grève féministe du 8 mars 2019 montrent qu'il s'agit d'un mouvement de fond [28]. Au Brésil, ces nouvelles résistances se traduisent

–entre autres – par la force montante d’organisations comme le *Movimento dos Trabalhadores Sem Teto* (MTST) qui proteste contre les problèmes d’accès au logement, dans l’État de Sao Paulo notamment, ou encore tel que le MAB, le Mouvement des personnes atteintes par les barrages.

Pourtant, l’époque de « fin de cycle », en l’état, ne bénéficie pas mécaniquement – bien au contraire – à la gauche radicale ou révolutionnaire, dont les forces s’avèrent trop minoritaires, dispersées, dogmatiques ou peu crédibles pour incarner une alternative concrète de pouvoir, d’autant plus dans une situation où l’incorporation « populiste » des classes populaires s’est faite la plupart du temps de manière assistanciale et par l’extension de l’accès au crédit, à la consommation, au marché plutôt que par la politisation, la construction d’une conscience de classe et l’organisation communautaire ou autogestionnaire. Globalement, que l’on soit face à un retour plus ou moins violent des droites pro-impérialistes ou à un reflux régressif de l’impulsion progressiste ou nationaliste-populaire initiale, la clef de cette période semble bien être, à nouveau, à rechercher « en bas, à gauche ». Tout du moins pour toute perspective émancipatrice qui chercherait à surmonter les contradictions des progressismes de gouvernements et à un tirer un bilan critique de l’effondrement bolivarien, sans s’aligner sur les forces conservatrices et pro-impérialistes. Le retour des résistances des classes populaires et des travailleurs, avec un agenda propre, augure de possibles recompositions rapides des luttes de classes. Indice de tout cela, l’immense grève générale qu’a vécue le Brésil fin avril 2017 face à la contre-réforme du

marché du travail du gouvernement illégitime de Temer, qui a suscité une levée de boucliers bien au-delà des directions de la CUT et du PT. Dans le même registre, en Argentine, les manifestations contre la réforme des retraites de Mauricio Macri en décembre 2017 ont été massives et ont connu une répression sans précédent depuis décembre 2001. Mauricio Macri, confirmé par des élections parlementaires, connaît une chute de popularité depuis lors.

Ainsi, à rebours des interprétations issues du « populisme de gauche », inspirées d’Ernesto Laclau [29], il serait salutaire de dépasser une vision stato-centrée et hyper dépendante de la figure du leader-caudillo, déjà très prégnante dans la tradition présidentielle des régimes politiques latino-américains. Il s’agirait alors de renouer avec les capacités d’auto-organisation et d’autogestion des mouvements populaires et de remettre au centre les antagonismes sociaux de classe, de race et de genre. La crise globale de la civilisation capitaliste et les menaces qui pèsent sur la survie de l’humanité à court terme, nous obligent à inventer des alternatives écosocialistes pour le XXI^e siècle, une société des communs et du « bien vivre », radicalement démocratique, au service des futures générations [30]. Les expériences récentes latino-américaines, aussi bien leurs conquêtes que leurs échecs, pourraient contribuer à cette réflexion collective « sur la brèche ».

Franck Gaudichaud est le président de l’association [France Amérique Latine](#). Les analyses présentées ici n’engagent pas l’association.

Notes

[1] Ce texte est basé sur certains éléments de conclusion d’un essai à paraître prochainement en français : Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeff Webber, *Fin de partie. Les progressismes latino-américains dans l’impasse (1998-2019)*, Paris, Syllepse, 2019. Cet article ne reprend pas en détail les analyses en termes géopolitiques ou de politique économique pour se concentrer ici sur les relations entre États, mouvements populaires et gouvernements « progressistes ».

[2] Maristella Svampa, « Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d’Amérique latine*, vol. 81, no. 3, 2011, pp. 101-127.

[3] Decío Machado, “El progresismo latinoamericano en su laberinto” in VV.AA., *Rescatar la esperanza. Más allá del neoliberalismo y el progresismo*, Barcelona, Entrepueblos, 2016, p. 106.

[4] Robert Michels, *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, Bibliothèque de philosophie scientifique, 1914.

[5] Consulter : Franck Gaudichaud (coord.), *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme*, Paris, Textuel, 2008 et Franck Gaudichaud (dir.), *Amériques Latines. Emancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2013.

[6] [Manuel Sutherland](#) avance même le chiffre de 700 milliards de dollars..

[7] Patrick Guillaudat, « [Vers un thermidor au Venezuela ?](#) », *ContreTemps*, 16 janvier 2018.

[8] Huáscar Salazar Lohman, 'Se han adueñado del proceso de lucha': horizontes comunitario-populares en tensión y la reconstitución de la dominación en la Bolivia del MAS, Cochabamba, Sociedad Comunitaria de Estudios Estratégicos, 2015.

[9] Bernard Duterme, *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?*, Bruxelles, Couleur Livres, 2018.

[10] Il existe au Brésil plus de 80 000 charges « politiques », dont 47.000 sont directement nommés par le pouvoir présidentiel.

[11] André Singer, *Os sentidos do lulismo. Reforma gradual e pacto conservador*, São Paulo, Cia das Letras, 2012.

[12] Cf. le travail de synthèse réalisé par Raúl Zibechi sur cette question dans : *Brasil Potencia. Entre la integración regional y un nuevo imperialismo*, Lima, PDTG ed., 2013, pp. 61-87.

[13] Cf. Armando Boito, Andréia Galvão et Paula Marcelino, « [La nouvelle phase du syndicalisme brésilien \(2003-2013\)](#) », Cahiers des Amériques latines, 80, 2015.

[14] Ernesto Herrera, "[Uruguay. El cerrojo progresista](#)", *Rebellion*, 19 mars 2018,. Voir également : Diego Castro, "[Cierre del ciclo progresista en Uruguay y América Latina. Balance para relanzar horizontes emancipatorios](#)", Ponencia, Lima, LASA, 2017.

[15] Franck Gaudichaud, [Las fisuras del neoliberalismo chileno. Trabajo, crisis de la "democracia tutelada" y conflictos de clase](#), Buenos Aires, CLACSO, 2015.

[16] Cf. Decio Machado et Raúl Zibechi, *Cambiar el mundo desde arriba. Los límites del progresismo*, Bogotá, Ediciones desde abajo, 2016 ou encore une approche plurielle : Gerardo Szalkowicz y Pablo Solana (comp.), *América Latina. Huellas y retos del ciclo progresista*, Caracas, Editorial El perro y la rana, 2018.

[17] Pour une critique de la visión de la Révolution de García Linera, acteur essentiel des progressismes de la région, cf. : Salvador Schavelzon, « [Teoría de la revolución en Álvaro García Linera : centralización estatal y elogio de la derrota](#) », 23 avril 2018.

[18] Cf. sur ce point les réflexions de Bernard Dréano : « [Le « campisme » : une vision binaire et idéologique des questions internationales](#) », *Europe Solidaire*, avril 2018.

[19] Michael Löwy, « [Brésil. Le coup d'État](#) », *Mediapart*, 14 mai 2016..

[20] Voir le dossier [Brésil de France Amérique Latine](#).

[21] [Economic Sanctions as Collective Punishment : The Case of Venezuela](#), CEPR, avril 2019..

[22] Manuel Sutherland, « [La ruine du Venezuela n'est due ni au 'socialisme' ni à la 'révolution'](#) », *Barril.info*, 11 mai 2018..

[23] En français, consulter le site : [www.barril.info](#). Voir aussi le dossier de France Amérique Latine sur [la crise vénézuélienne](#) et Christophe Aguiton, Geneviève Azam, Isabelle Bourboulon, Jean Castillo « [Comprendre la débâcle du projet bolivarien au Venezuela](#) », *Attac*, février 2019..

[24] Edgardo Lander, [La implosión de la Venezuela rentista](#), TNI, 2016 ; et Franck Gaudichaud, « [Amérique latine : fin d'un âge d'or ? Progressismes, post-néolibéralisme et émancipation radicale. Entretien avec Edgardo Lander et Miriam Lang](#) », *ContreTemps*, avril 2018..

[25] Franklin Ramírez, "[El 4 de febrero y la descorreización de Ecuador](#)", *Nueva Sociedad*, enero 2018.

[26] John Cajas Guijarro, “¿[Hacia dónde va el Ecuador de Lenín Moreno ? Entre una crisis persistente y un nuevo neoliberalismo](#)”, *Nueva Sociedad*, junio 2008.

[27] Lamia Oualalou, *Jésus t'aime ! La déferlante évangélique*, Paris, Cerf, 2018.

[28] Franck Gaudichaud, “[Marée féministe au Chili](#)”, *Le Monde Diplomatique*, mai 2018.

[29] Ernesto Laclau, *La razón populista*, México, FCE, 2005.

[30] Cf. Alberto Acosta, Ulrich Brand, *Salidas del laberinto capitalista. Decrecimiento y Postextractivismo*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, 2017 ; Jorge Riechmann, *El socialismo puede llegar sólo en bicicleta*, Madrid, Los libros de la catarata, 2012 ; Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014.